



Termes de référence pour le recrutement d'un (e) Juriste au Secrétariat de l'ALT

I. INTRODUCTION

L'Autorité du Lac Tanganyika (ALT) est une Organisation intergouvernementale régionale établie par les quatre pays riverains du Lac Tanganyika à savoir, la République du Burundi, la République Démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie et la République de Zambie, sur la base de l'Article 23 de la Convention sur la Gestion Durable du Lac Tanganyika, signée le 12 juin 2003 par les quatre pays.

La fonction principale de l'ALT est de coordonner la mise en œuvre de ladite Convention par les États contractants et les décisions de la Conférence des Ministres, de sauvegarder et de représenter les intérêts communs des États contractants dans les domaines liés à la gestion durable du Lac Tanganyika et de son bassin.

Afin de renforcer la gouvernance, garantir la conformité aux exigences légales, l'harmonisation des textes légaux et réglementaires entre les pays riverains du lac Tanganyika sur des questions transfrontalières, appuyer à la préparation des accords et des contrats ainsi qu'à la résolution des contentieux interne et institutionnel, l'Autorité du Lac Tanganyika (ALT) voudrait recruter un responsable juridique.

Le recrutement d'un responsable juridique est essentiel pour garantir la conformité juridique des activités de l'ALT

2. Tâches et responsabilités

Le responsable juridique est un expert en droit, garant de la sécurité juridique de l'ALT. A ce titre, il définit la stratégie de défense des intérêts de l'ALT et de la gestion des aspects juridiques et fiscaux, rédige les contrats complexes, veille à la conformité réglementaire et gère les contentieux. Il agit comme conseiller auprès du Directeur Exécutif et des autres responsables des directions opérationnelles de l'ALT.

Ses missions incluent l'appui à la préparation des réunions des organes statutaires de l'ALT et la rédaction des textes des décisions, recommandations et déclaration desdits organes, ainsi que l'examen des recommandations juridiques stratégiques.

Il veille également à la conformité avec la législation en vigueur et à la protection des données personnelles. En définitive, le responsable juridique est le véritable bouclier juridique de l'ALT, assurant la sécurité juridique de ses activités et la conformité légale.

Spécifiquement, il s'occupera de:

A. Veiller au respect des lois et réglementations

Assurer la conformité de l'ALT aux diverses législations nationales et internationales qui s'imposent à elle. A ce titre, Il doit être en mesure de comprendre et d'interpréter les textes, tout en anticipant les évolutions législatives susceptibles d'affecter l'activité de l'ALT. Il travaillera ainsi étroitement avec les départements, et les organes statutaires de l'ALT pour veiller à ce que toutes les décisions prises respectent le cadre légal.

B. Participer à la définition de la stratégie de l'ALT

Le responsable juridique contribue à la réflexion stratégique de l'ALT en apportant son expertise sur les aspects légaux des projets envisagés. Il participe également à l'évaluation des opportunités et des risques associés, notamment en termes de responsabilité civile ou pénale, de propriété intellectuelle ou de concurrence. Cette contribution est cruciale pour garantir la viabilité des projets et leur conformité aux exigences légales.

C. Gérer les contentieux et les litiges

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, l'ALT peut être confrontée à des contentieux avec d'autres organismes, des fournisseurs ou même ses employés. Le responsable juriste intervient alors pour défendre les intérêts de l'ALT et trouver les solutions les plus adaptées pour résoudre ces litiges, qu'il s'agisse de négociations amiables ou de procédures judiciaires.

D. Protéger la propriété intellectuelle et la confidentialité

Le responsable juridique a pour mission de protéger les actifs immatériels de l'ALT, tels que sa base des données, marques et droits d'auteur. Il veillera à ce que ces éléments soient correctement enregistrés et exploités, tout en prévenant les risques de contrefaçon ou d'utilisation frauduleuse et/ou abusive.



A ce titre , il est chargé de la mise en place et du suivi des politiques de confidentialité, garantissant ainsi la protection des informations sensibles détenues par l'ALT.

E. Former et sensibiliser les collaborateurs aux enjeux juridiques

Pour assurer une gouvernance efficace de l'ALT, il est primordial que l'ensemble du personnel comprenne et respecte les obligations légales auxquelles il est soumis. Le responsable juridique aura donc un rôle essentiel de formation et de sensibilisation, en organisant des sessions d'information ou en élaborant des supports pédagogiques adaptés aux différentes activités spécifiques de l'ALT.

F. Assurer une veille juridique et réglementaire

Enfin, il devra constamment se tenir informé des évolutions législatives et réglementaires qui pourraient impacter le fonctionnement de l'ALT. Il assurera ainsi une veille juridique permanente, afin d'anticiper et d'adapter en conséquence les pratiques et les processus internes.

Son rôle dans la gouvernance de l'ALT sera donc multiple et essentiel à sa bonne marche . Il sera le garant de la conformité légale, contribuera à la définition de la stratégie, gèrera les contentieux, protégera les actifs immatériels et formera le personnel aux enjeux juridiques. Son expertise permettra ainsi d'assurer une gestion optimale des risques et de pérenniser le développement de l'ALT. A ce titre il sera chargé de:

- Rédiger divers documents juridiques;
- Analyser les nouvelles lois et réglementations en vigueur ;
- Donner des avis juridiques sur les différentes questions de droit posées par les fournisseurs, les partenaires, les employés etc...;
- Constituer une base de données (et à sa mise à jour) regroupant les instruments juridiques pertinents (textes légaux et réglementaires, jurisprudence, pratiques administratives pertinentes, etc.)
- Effectuer des recherches supplémentaires en vue du bon traitement de dossiers
- Diagnostiquer et reformuler techniquement les questions juridiques posés et en proposer la meilleure solution ;
- Effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités administratives en général, dans le traitement des dossiers qui lui sont confiés;

G-Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée par le Directeur Exécutif concourant au bon fonctionnement de l'ALT.

H- Avoir une parfaite disponibilité capable de travailler au-delà des heures régulières pour satisfaire aux besoins de l'ALT.

3. Qualifications et expérience

a) Qualifications et Compétences techniques requises.

Profil du poste

(i) Etre détenteur d'une licence en droit public international ou en droit économique et social ou Master en droit public ou dans un autre domaine connexe ;

(ii) Avoir la maîtrise de l'utilisation des logiciels (Word, Excel, PowerPoint) ;

(iii) avoir une Grande capacité de rédaction et aisance à la communication orale en deux langues (française et anglaise) ;

(iv) Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Autres aptitudes et compétences

- Capacité de travailler de manière autonome
- Capacité de travailler en équipe
- Capacité en matière de rédaction
- L'innovation dans le sens du développement des activités et l'approche du marché
- Intégrité, engagement et respect de la diversité.
- Compétences en matière de gestion des relations humaines, de communication et de relations publiques.
- Compétences en matière de réflexion analytique et stratégique orientées vers les résultats.

b) Ethique et Leadership

- Être méthodique, organisé et rigoureux ;
- Être dynamique avec un bon esprit d'initiative ;
- Avoir une bonne capacité d'adaptation et un bon esprit d'équipe ;
- Être apte à effectuer des travaux de nature confidentielle, à traiter un grand volume de travail sous pression ;



- Être intègre et de bonne moralité ;

c) Evaluation des performances

Le responsable juridique sera évalué(e) dans le temps sur la base de l'effectivité des actions non exhaustives ci-après :

Dans les trois (3) mois de la prise de poste :

Examen de l'existant et recommandations ;

En outre, le responsable juridique sera évalué(e) annuellement sur la base d'un contrat de performance basé sur des résultats fixés au préalable.

4. Caractéristiques du poste

- Localisation du poste : Bujumbura-Burundi :
- Nature du contrat et durée de l'emploi : contrat de cinq ans renouvelable sur la base des résultats de l'évaluation des performances .
- Période d'essai : six (06) mois à l'issue de laquelle une évaluation de performance sera faite.
- Rémunération : Rémunération brute mensuelle de 1350 USD payable en francs burundais
- Dispositions administratives : Le responsable juridique sera basé (e) au secrétariat de l'ALT et dépendra hiérarchiquement du Directeur Administratif et Financier. Il travaillera en étroite collaboration avec les autres Directeurs de l'ALT et son échelon administratif est celui d'un assistant de l'ALT.

5. Processus de sélection

Le processus de sélection se déroulera en deux phases : -

- Phase d'analyse des CV : à l'issue de cette phase, les candidats seront classés par ordre de mérite sur la base des notes obtenues à l'évaluation des CV. Seuls les trois (03) premiers candidats (es) ayant été présélectionnés (es) après l'évaluation des CV et qui auront obtenu au moins 70% , seront contactés pour la phase d'interview ;
- Phase d'interview : les candidats retenus seront interviewés individuellement par un panel constitué par les membres d'un comité d'évaluation qui sera mis en place par la Directrice Exécutive. Le meilleur candidat à l'issue de l'interview sera retenu pour son embauchement à l'ALT



6. Composition du dossier de candidature et délais de soumission

Le dossier de candidature doit comprendre :

- Une lettre de motivation signée et adressée au Directeur Exécutif de l'ALT ;
- Un Curriculum vitae détaillé, récent et certifié faisant ressortir l'expérience et les compétences du candidat, daté et signé (résumé en quatre (04) pages maximum) ;
- Les copies des diplômes requis certifiées conformes et autres certificats professionnels et académiques ;
- Les copies des attestations de missions ou de services réalisés ou tout autre document pouvant justifier l'expérience du candidat.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes :

(E-mails: hilahila.kisongo@gmail.com et christelle.nijimbere@lta-alt.org)

L'ALT se réserve le droit de ne pas considérer les dossiers ne respectant pas les conditions de soumission ci-dessus.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les candidatures doivent être envoyées/déposées sous enveloppe scellée au Directeur Exécutif, Autorité du Lac Tanganyika, Kigobe Sud, 17, Avenue des Etats-Unis, Bujumbura, avec la mention sur l'enveloppe « Recrutement du responsable juridique ».

La transmission de la candidature peut se faire également par les e-mails suivants: (E-mails: Hilaire et Christelle) .

Le candidat retenu devra fournir, préalablement à son engagement, un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois.

7. Exigences du poste

Le lieu d'affectation est le Secrétariat de l'Autorité du Lac Tanganyika sis Kigobe Sud, 17, Avenue des Etats-Unis, à Bujumbura, en République du Burundi.



8. Durée du contrat

La durée du contrat du responsable juridique est de 5 ans, renouvelable. Le renouvellement du contrat sera basé sur les évaluations périodiques des performances du concerné.

9. Calendrier

Activité	Date
Publication des termes de référence	03 août 2026
Début de dépôt des dossiers de soumission	17 août 2026
Fin de dépôt du dossier de soumission à 16 heures	31 août 2026
Date de sélection (ouverture et analyse des plis)	01–04 septembre 2026
Interview des candidats sélectionnés (es)	07 septembre 2026
Signature du contrat (date limite maximum)	11 septembre 2026

Fait à Bujumbura, le 03/08/2026